

Intervention de Didier MANIER, Président du Groupe Socialiste

Politique contractuelle de développement et d'aménagement durables des territoires

Séance plénière des 14 et 15 décembre 2009

Monsieur le Président, Mes Cher(e) s Collègues,

Grâce aux explications et aux illustrations très claires que nous venons d'obtenir, nous avons pu saisir tout l'intérêt de cette nouvelle politique de contrats de territoires.

C'est un chantier très ambitieux que nous lançons.

Et je veux féliciter le Premier Vice-Président, Patrick KANNER, mais aussi les collaborateurs du Conseil Général qui ont orchestré ce nouveau scénario pour préparer une nouvelle façon d'organiser l'Aménagement du Territoire dans le Nord.

Ce projet mobilise énormément de travail, d'expertises, de concertation. Mais si nous envisageons le résultat et les enjeux, nous ne pouvons qu'être enthousiastes.

J'ai d'ailleurs constaté l'enthousiasme de tout le monde à chacune des réunions préparatoires.

Cette nouvelle politique est un grand coup d'accélérateur économique, social, touristique, qui permettra de tirer chaque territoire vers le haut. Je n'oublie pas que toutes ces actions s'inscrivent dans l'obligation de tenir compte du respect de l'environnement et du développement durable.

Tels qu'ils se présentent, ces contrats ne peuvent que réussir. Forcément, ça va marcher. Forcément, il y aura des retentissements bénéfiques qui dépasseront et optimiseront notre seule intervention départementale.

Il faut sans cesse dynamiser nos territoires, c'est le seul moyen de faire rempart à la crise. Nous optons pour une stratégie offensive. Nous sommes prêts à travailler autrement, chacun dans nos délégations pour stimuler et réaliser les grandes priorités spécifiques qui seront déterminées sur le terrain.

Je ne veux pas revenir sur les modalités d'applications de cette nouvelle grande politique, ni sur les attentes qu'elle porte. Mes collègues interviendront tout à l'heure pour les mettre en exergue.

Simplement, je tiens à vous faire partager quelques réflexions importantes sur notre responsabilité politique :

- dans un contexte incroyablement perturbé, défavorable, je veux parler de la crise et de ses conséquences sur notre économie,

- avec des privations de moyens, je veux parler des ardoises et de l'argent que l'Etat doit au département du Nord,
- je veux parler aussi de ce projet de réforme qui envisage le glas de la décentralisation, qui va museler les départements,

Vous observerez que malgré tout, nous gardons le moral ! Rien n'entache notre volonté de continuer à faire des projets et de servir au mieux l'intérêt des Nordistes et de nos cantons.

Non, nous ne baisserons pas les bras. On veut la mort des départements ? Mais voici encore plus de preuves que notre Département est le premier Aménageur du Nord.

Nous sommes les plus proches des Maires et des intercommunalités.

Nous sommes des alliés de proximité pour les bénéficiaires des aides à la personne, aux familles, aux associations.

82 % des Nordistes sont attachés à notre institution. Voilà qui est édifiant. Voilà qui atteste l'absolue nécessité de notre action.

82% ! C'est tout dire... Alors pourquoi autant de popularité ?

Je crois qu'ici dans le Nord, nous avons su faire la preuve de l'efficacité de l'intervention politique de proximité.

La gauche a su démontrer sa capacité à aménager nos territoires, à se lancer dans des projets ambitieux. C'est nous qui avons fait en sorte que des entreprises, des activités nouvelles, des emplois soient créés, sauvegardés, ou remplacés.

Ici, peut être plus qu'ailleurs les Nordistes savent que sans volonté politique, il n'y a pas de chemin.

Croyez vous que les entrepreneurs vont spontanément s'installer dans une zone sinistrée ? Sans main d'œuvre qualifiée ? Sans cadre ? Sans qualité de la vie ? Sans projet et sans dynamisme ?

Il ne faut pas rêver. Elle est là l'erreur fondamentale du libéralisme. C'est faire preuve de naïveté que de supposer que les entreprises vont pousser toutes seules n'importe où, n'importe comment.

S'il n'y a pas d'infrastructure, pas d'animation, pas de formation de qualité, quel entrepreneur aura l'idée de venir chez nous ?

A droite, Monsieur LECERF l'a exprimé avec véhémence tout à l'heure, vous voulez moins d'interventions publiques, moins de services publics, moins d'impôts, moins de solidarité, bref on se contenterait du minimum. Mais le minimum, c'est la catastrophe. C'est la crise mondiale que nous subissons actuellement.

Si en France, nous nous en sommes sortis avec moins de dégâts qu'ailleurs, c'est incontestablement grâce aux investissements publics qui ont permis de continuer à alimenter le système.

Le tout libéral, c'est la désorganisation, le chaos. Regardez Dubaï !

C'est la force politique qui régule, qui rend la vie possible, qui aménage et organise la promotion des territoires.

Cela, c'est totalement l'œuvre, le credo de la gauche, avec le souci de l'équilibre harmonieux, de la redistribution juste, et de l'action concertée, ajustée, réaliste pour tout adapter aux besoins du terrain. Cela s'appelle tout simplement la Décentralisation, avec un grand D.

Nous entendons aujourd'hui le Président de la République en personne, clamer haut et fort, que les élus locaux coûtent chers, qu'ils sont inutiles. Mais quelle méconnaissance des besoins de notre pays ! Quel mépris pour les initiatives locales et la capacité de nous prendre en main nous même pour nous organiser intelligemment.

Il y a de quoi se mettre en colère, contre tous ces coups bas qui nous viennent de notre propre chef d'Etat ! Mais la réponse la plus sérieuse, la plus responsable, est encore de démontrer concrètement qu'il a tort. Les Nordistes, les maires, les élus le savent.

C'est dans cet esprit que les élus du Groupe Socialiste se réjouissent de la création de cette nouvelle politique.

Je vous remercie de votre attention.